CONSEIL D'ETAT · RAAD VAN STATE
LEGISLATION · WETGEVING
L
10-07-1984
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

BV.

L. 15.720/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 2 septembre 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le statut du personnel enseignant civil de l'école technique secondaire supérieure à l'Ecole technique de la Force aérienne", a donné le 4 juin 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e september 1983 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het statuut van het burgelijk onderwijzend personeel van de hogere secundaire technische school bij de Technische school van de Luchtmacht" heeft de 4e juni 1984 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé français serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal fixant le statut du personnel enseignant civil de l'école technique secondaire supérieure, créée à l'Ecole technique de la force aérienne".

Dans l'ensemble de l'arrêté en projet, la formule ", créée à l'Ecole technique de la force aérienne", qui évite une équivoque dans le texte français, devrait être adoptée chaque fois que la dénomination de l'Ecole technique de la force aérienne est utilisée, sauf à l'alinéa 3 du préambule.

PREAMBULE.

L'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, coordonnée le 19 juin 1947, notamment l'article 5, modifié par la loi du 20 décembre 1957;".

L'alinéa 2 devrait être complété par les mots : " ..., modifiée par les lois du 31 mars 1967, du 6 juillet 1970, du 27 juillet 1971, du 11 juillet 1973, du 19 décembre 1974, du 18 février 1977 et du 2 juillet 1981;".

L'arrêté en projet abroge en partie les articles 9, 12 et 13 de l'arrêté royal du 7 avril 1959. En outre, la référence faite à l'article 16 du même arrêté peut être utile à la compréhension de l'arrêté en projet. Il est dès lors proposé de rédiger l'alinéa 3 de la manière suivante :

.../...

"Vu l'arrêté royal du 7 avril 1959 portant création de l'école technique secondaire supérieure à l'Ecole technique de la force aérienne, notamment l'article 9, modifié par l'arrêté royal du 27 janvier 1977, l'article 12, l'article 13, modifié par les arrêtés royaux du 8 mai 1973 et du 27 janvier 1977, et l'article 16;".

L'alinéa 4 devrait être complété par les mots : " ..., modifié par les arrêtés royaux du 4 avril 1980, du 5 mars et du 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982 et par l'arrêté royal du 16 février 1983;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel enseignant civil de l'école technique secondaire supérieure créée à l'Ecole technique de la force aérienne, à l'exception des maîtres ou professeurs de religion".

Article 4.

A l'alinéa 2, dans le texte français, il serait préférable d'écrire : " ... les porteurs d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur qui justifient d'au moins

.../...

deux années d'expérience utile dans l'enseignement secondaire".

A l'alinéa 3, encore dans le texte français, il y aurait lieu d'écrire :

"Peuvent également être admis, les candidats qui sont porteurs du diplôme de docteur, de licencié, d'ingénieur, d'architecte, d'ingénieur industriel ou d'ingénieur technicien, à la condition que ces diplômes soient complétés ...".

Dans le texte néerlandais du même alinéa, il y aurait lieu de supprimer le mot "van" qui précède les mots "technisch ingenieur", et d'écrire à la fin de la disposition "alsmede der internaten" au lieu de "alsmede de internaten".

Article 5.

Le 5° énonce incidemment la règle selon laquelle l'appel aux candidats déterminera la forme dans laquelle les candidatures doivent être introduites. Cette règle devrait faire l'objet d'une disposition séparée, disposition qui devrait indiquer quelle est l'autorité compétente pour déterminer non seulement la forme des candidatures mais aussi la date limite pour l'introduction de celles-ci.

Au 6°, il faudrait écrire :
"6° être porteur d'un des diplômes visés à l'article 4;".

Le 8° prévoit l'organisation d'un concours de recrutement auquel il faudra avoir satisfait pour être admis au stage.

.../...

Mieux vaudrait maintenir dans le 8° la seule condition à remplir pour être admis au stage, et reprendre dans des dispositions distinctes les différentes modalités d'organisation de ce concours (composition du jury, contenu de l'épreuve, minimum de points requis, etc.).

Article 6.

Il conviendrait d'écrire : "Les candidats sont admis au stage par le Roi ...". La même observation vaut pour l'article 11.

Article 8.

A l'alinéa 2, les mots "qu'il concerne" pourraient être omis sans inconvénient. En outre, il serait plus clair d'écrire " ... qui le joint au dossier personnel du stagiaire".

L'alinéa 5 serait mieux rédigé comme suit, sur le modèle de l'article 12 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat :

"Le rapport final est communiqué au stagiaire, qui se borne à le viser, à le dater et à le restituer dans les dix jours s'il n'a pas d'objection à présenter. Si, au contraire, le stagiaire estime que ce rapport n'est pas fondé, il le vise en conséquence. Le commandant de l'Ecole technique de la force aérienne adresse ce rapport au Chef de l'Administration générale civile du Ministère de la Défense nationale".

.../...

Article 9.

Les alinéas ler à 3 pourraient être réunis en un seul alinéa, rédigé comme suit :

"Le stagiaire peut, au cours du stage, être licencié sur proposition motivée du commandant de l'Ecole, qui la soumet sans délai au stagiaire. Celui-ci la vise, la date et la restitue dans les dix jours".

Article 10.

L'alinéa ler de cet article prévoit la possibilité pour le stagiaire d'introduire une réclamation écrite "dans les dix jours de la prise de connaissance" de la proposition de licenciement.

L'article 9 du projet prévoit que "Cette proposition est soumise au stagiaire au moment où elle est formulée" et, que "Le stagiaire vise et date cette proposition et la restitue dans les dix jours".

La date de la prise de connaissance de la proposition de licenciement doit nécessairement être soit la date à laquelle la proposition est formulée (en effet, elle est soumise au stagiaire au moment où elle est formulée), soit la date à laquelle le stagiaire a visé cette proposition (c'est-à-dire dans les dix jours qui suivent la date à laquelle elle a été formulée et soumise au stagiaire).

.../...

Il semble que la date à laquelle la proposition a été visée par le stagiaire soit celle qui soulèverait le moins de contestations.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si, à l'alinéa 3, il ne conviendrait pas de mentionner expressément que l'avis du conseil de direction doit être motivé, puisque la proposition elle-même doit l'être.

Article 12.

Dans le texte français de l'alinéa 1er, il y aurait lieu d'écrire :

"Sauf dans les cas de faute grave, où il peut être licencié sans préavis, le stagiaire ne peut être licencié pendant le stage ou à la fin de celui-ci qu'avec un préavis de six mois".

Article 13.

L'usage veut que "30" soit écrit en toutes lettres.

Article 14.

Le paragraphe 2 est superflu et pourrait être omis.

+

L'intitulé du chapitre III serait plus explicite dans la rédaction suivante :

"Chapitre III.- Dispositions rendues applicables".

+

Article 15.

La phrase introductive devrait être rédigée de la manière suivante :

"Sous réserve des dérogations prévues par le présent statut, les membres du personnel enseignant civil de l'école technique secondaire supérieure, créée à l'Ecole technique de la force aérienne sont soumis aux règles qui, pour les membres du personnel enseignant de l'enseignement de l'Etat, régissent :".

Article 17.

Au début de chacun des paragraphes, il serait préférable d'écrire, au lieu de "Par dérogation aux dispositions ... dont question à l'article 15" : "En matière d'incompatibilités, ...", "En matière de positions administratives, ...", "En matière de régime disciplinaire, ..." et "En matière de cessation des fonctions, ...".

Au paragraphe 1er, il serait préférable d'écrire "remplie" au lieu de "assumée".

Au paragraphe 4, il faudrait écrire "le maintien" au lieu de "la conservation".

Article 18.

Au début de l'article, il y aurait lieu d'écrire : "Par dérogation à l'article 7, le stage ...".

.../...

Article 19.

L'article 9 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 était rédigé comme suit, dans sa version première :

"Section I. - Généralités.

Article 9. Le personnel enseignant de l'école technique secondaire supérieure comprend du personnel militaire et du personnel civil. Ce personnel doit être porteur du diplôme d'enseignement universitaire ou du titre d'ingénieur technicien, sauf dispense à accorder par arrêté ministériel".

Les articles 1er et 2 de l'arrêté royal du 27 janvier 1977 modifiant l'arrêté royal du 7 avril 1959 disposent comme suit :

"Article 1er. Les mots "Ce personnel doit être porteur du diplôme d'enseignement universitaire ou du titre d'ingénieur technicien sauf dispense à accorder par arrêté ministériel" sont supprimés dans l'article 9 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 précité.

Article 2. L'article 9 mentionné à l'article 1er est complété par la disposition suivante : "Ce personnel doit être porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur. A défaut de tels candidats, pourront être admis, les titulaires du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par au moins deux années d'expérience utile dans l'enseignement.

Peuvent également être admis les candidats diplômés de l'enseignement universitaire porteurs du certificat d'aptitude pédagogique délivré par le Ministère de l'Education nationale".

Il résulte de cette modification que l'article 9 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 ne comporte que deux alinéas. L'intention du Gouvernement est manifestement d'abroger une partie de l'alinéa 1er et l'alinéa 2 en son entier.

.../...

Afin d'éviter toute équivoque, il est proposé de rédiger un article autonome, qui pourrait être libellé de la manière suivante :

"Article (19).-

L'article 9 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 portant création de l'école technique secondaire supérieure à l'Ecole technique de la force aérienne, modifié par l'arrêté royal du 27 janvier 1977, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 9. Le personnel enseignant de l'école technique secondaire supérieure comprend du personnel militaire et du personnel civil".

L'article 19 du projet, devenant l'article 20, serait mieux rédigé comme suit :

"Article (20).-

Sont abrogés dans le même arrêté :

1° l'article 12, alinéa 1er;

2° l'article 13, modifié par les arrêtés royaux du 8 mai 1973 et du 27 janvier 1977".

OBSERVATION FINALE.

L'arrêté royal du 13 octobre 1966 déterminant la position administrative et pécuniaire de certains membres du personnel enseignant civil du Ministère de la Défense nationale, appelés à remplir leurs obligations militaires en temps de paix, rend applicables notamment au personnel enseignant civil de l'école technique secondaire supérieure, créée à l'Ecole technique de la force aérienne, les articles 2 à 8 de l'arrêté royal du 8 janvier 1965 déterminant la position administrative et pécuniaire des

.../...

membres du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Education nationale et de la Culture, appelés à remplir leurs obligations militaires en temps de paix.

Or, l'arrêté royal du 8 janvier 1965 a été abrogé par l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, "en tant qu'il concerne les membres du personnel visés par le présent arrêté" (article 33).

Il s'indiquerait de rendre explicite la non-application de l'arrêté royal du 8 janvier 1965 aux membres du personnel visés par le présent arrêté en insérant dans celui-ci la disposition suivante :

"Article (21).-

Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 13 octobre 1966 déterminant la position administrative et pécuniaire de certains membres du personnel enseignant civil du Ministère de la Défense nationale appelés à remplir leurs obligations militaires en temps de paix, les mots "ainsi que de l'Ecole technique secondaire supérieure à l'Ecole technique de la Force aérienne" sont supprimés".

Si cette suggestion était suivie, il conviendrait de viser, à sa place chronologique, l'arrêté du 13 octobre 1966 au préambule du présent projet.

OPSCHRIFT.

In de Franse versie zou het opschrift beter als volgt worden geredigeerd :

"Arrêté royal fixant le statut du personnel enseignant civil de l'école technique secondaire supérieure, créée à l'Ecole technique de la force aérienne".

De formule ", créée à l'Ecole technique de la force aérienne", die een dubbelzinnigheid in de Franse tekst vermijdt, zou overal in het ontworpen besluit moeten worden aangewend telkens als de benaming "Ecole technique de la force aérienne" wordt gebruikt, behalve in het derde lid van de aanhef.

AANHEF.

Het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947, gecoördineerd op 19 juni 1947, inzonderheid op artikel 5, gewijzigd bij de wet van 20 december 1957;".

Het tweede lid zou moeten worden aangevuld met de woorden : "..., gewijzigd bij de wetten van 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977 en 2 juli 1981;".

Het ontworpen besluit heft de artikelen 9, 12 en 13 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 gedeeltelijk op. Bovendien kan de verwijzing naar artikel 16 van hetzelfde besluit nuttig zijn voor een goed begrip van het ontworpen besluit. Derhalve wordt voorgesteld het derde lid als volgt te redigeren :

.../...

"Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1959 houdende oprichting van de hogere secundaire technische school bij de Technische school van de Luchtmacht, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 januari 1977, artikel 12, artikel 13, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 mei 1973 en 27 januari 1977, en artikel 16;".

Het vierde lid zou moeten worden aangevuld met de woorden : "..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 april 1980, 5 maart en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr 69 van 20 juli 1982 en bij het koninklijk besluit van 16 februari 1983;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op de leden van het burgerlijk onderwijzend personeel van de hogere secundaire technische school bij de Technische school van de Luchtmacht, met uitzondering van de leermeesters of leraars godsdienst".

Artikel 4.

In de Franse tekst schrijve men in het tweede lid bij voorkeur : "... les porteurs d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur qui justifient d'au moins deux années d'expérience utile dans l'enseignement secondaire".

Eveneens in de Franse tekst schrijve men in het derde lid :

"Peuvent également être admis, les candidats qui sont porteurs du diplôme de docteur, de licencié, d'ingénieur, d'architecte, d'ingénieur industriel ou d'ingénieur technicien, à la condition que ces diplômes soient complétés ...".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid schrappe men het woord "van" vóór de woorden "technisch ingenieur" en schrijve men aan het slot "alsmede der internaten" in plaats van "alsmede de internaten".

Artikel 5.

De tekst onder 5° formuleert terloops de regel dat de oproep tot gegadigden zal bepalen op welke wijze moet worden gesolliciteerd. Die regel zou een afzonderlijke bepaling moeten vormen, die zou moeten aangeven welke overheid bevoegd is om niet alleen de vorm van de sollicitaties maar ook de uiterste datum voor de indiening ervan vast te stellen.

In de tekst onder 6° schrijve men :

"6° houder zijn van een van de in artikel 4 bedoelde diploma's;".

De tekst onder 8° regelt onder meer de organisatie van een vergelijkend wervingsexamen waarvoor men geslaagd moet zijn om tot de stage te worden toegelaten.

Het ware echter beter in de tekst onder 8° alleen de voorwaarde te handhaven die moet worden vervuld om tot de stage te worden toegelaten, en in afzonderlijke bepalingen de nadere regels betreffende de organisatie van dat vergelijkend examen op te nemen (samenstelling van de examencommissie, inhoud van het examen, vereiste minimum aantal punten, enz. ...).

Artikel 6.

Men schrijve : "De kandidaten worden door de Koning tot de stage toegelaten ... ". Eenzelfde opmerking geldt voor artikel 11.

Artikel 8.

In het tweede lid zou het woord "betrokken" zonder bezwaar kunnen vervallen. Bovendien zou het duidelijker zijn te schrijven : "... die het bij het persoonlijk dossier van de stagiair voegt".

Naar het model van artikel 12 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, zou het vijfde lid beter als volgt worden geredigeerd :

"Het eindverslag wordt medegedeeld aan de stagiair die er zich toe beperkt het te viseren, te dagtekenen en binnen tien dagen terug te bezorgen, indien hij hiertegen geen bezwaar heeft in te brengen. Oordeelt de stagiair daarentegen dat dit verslag niet gegrond is dan viseert hij het in die zin. De commandant van de Technische school van de

.../...

Luchtmacht zendt dat verslag aan de Chef van het Burgerlijk Algemeen Bestuur van het Ministerie van Landsverdediging".

Artikel 9.

De leden 1 tot 3 zouden kunnen worden samengebracht in een enkel lid, dat als volgt kan worden geredigeerd :

"De stagiair kan tijdens de stage worden afgedankt op gemotiveerd voorstel van de commandant van de School, die het voorstel onverwijld aan de stagiair voorlegt. Deze viseert het, dagtekent het en bezorgt het binnen tien dagen terug".

Artikel 10.

Het eerste lid van dit artikel bepaalt dat de stagiair een bezwaarschrift kan indienen "binnen een termijn van tien dagen die op de kennisgeving" van het voorstel tot afdanking volgt.

Artikel 9 van het ontwerp bepaalt : "Dit voorstel wordt aan de stagiair voorgelegd op het ogenblik dat het wordt opgemaakt", en voorts : "De stagiair viseert en dateert dit voorstel en bezorgt het binnen tien dagen terug".

.../...

De datum van de kennisneming van het voorstel tot afdanking moet noodzakelijkerwijs ofwel de datum zijn waarop het voorstel wordt opgemaakt (het wordt immers aan de stagiair voorgelegd op het ogenblik dat het wordt opgemaakt), ofwel de datum waarop de stagiair dat voorstel heeft geviseerd (met andere woorden, binnen tien dagen na de datum waarop het opgemaakt en aan de stagiair voorgelegd is).

De datum die de minste betwistingen zou doen rijzen, is blijkbaar die waarop het voorstel door de stagiair werd geviseerd.

Het is zaak van de Regering te oordelen of in het derde lid niet uitdrukkelijk zou moeten worden vermeld dat het advies van de directieraad gemotiveerd moet zijn aangezien het voorstel zelf het ook moet zijn.

Artikel 12.

Het eerste lid zou als volgt moeten worden gesteld :

"De stagiair kan tijdens de stage of op het einde ervan slechts worden afgedankt met een opzeggingstermijn van zes maanden, behoudens in geval van ernstige tekortkoming, waarin hij zonder opzegging kan worden afgedankt".

Artikel 13.

Men schrijve "...met een opzeggingstermijn van dertig dagen" in plaats van "...mits een opzeggingstermijn van 30 dagen".

Artikel 14.

Paragraaf 2 is overbodig en zou kunnen vervallen.

+

Het opschrift van hoofdstuk III zou duidelijker zijn indien het als volgt werd gesteld.

"Hoofdstuk III. - Toepasselijk verklaarde bepalingen".

+

Artikel 15.

De volzin die het artikel inleidt, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Onder voorbehoud van de in dit statuut bepaalde afwijkingen, zijn de leden van het burgerlijk onderwijzend personeel van de hogere secundaire technische school bij de Technische school van de Luchtmacht onderworpen aan de regels die voor de leden van het onderwijzend personeel van het Rijksonderwijs gelden inzake :".

Artikel 17.

Aan het begin van de paragrafen schrijve men in plaats van "In afwijking van de bepalingen betreffende ... waarvan in artikel 15 sprake is" : "Inzake onverenigbaarheden ...", "Inzake administratieve standen ...", "Inzake tuchtregeling ..." en " Inzake ambtsneerlegging ...".

Men schrijve in paragraaf 1 "vervuld" in plaats van "waargenomen".

In paragraaf 4 schrijve men "het handhaven" in plaats van "het bijhouden".

.../...

Artikel 18.

Aan het begin van het artikel schrijve men : "In afwijking van artikel 7, eindigt de stage ...".

Artikel 19.

Artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 luidde in zijn eerste versie als volgt :

"Afdeling I. - Algemeenheden.

Artikel 9. Het onderwijzend personeel van de hogere secundaire technische school omvat militair personeel en burgerlijk personeel. Dit personeel moet houder zijn van het diploma van universitair onderwijs of van de titel van technisch ingenieur, behoudens vrijstelling verleend bij ministerieel besluit".

De artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 27 januari 1977 tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 1959 luiden als volgt :

"Artikel 1. In artikel 9 van het vermeld koninklijk besluit van 7 april 1959, worden de woorden :"Dit personeel moet houder zijn van het diploma van universitair onderwijs of van de titel van technisch ingenieur, behoudens vrijstelling verleend bij ministerieel besluit" geschrapt.

Artikel 2. Het artikel 9 vermeld in het artikel 1 wordt met de volgende bepaling aangevuld : "Dit personeel moet houder zijn van het diplora van geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs. Bij gebrek aan dergelijke kandidaten kunnen de houders van het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs aangevuld met tenminste twee jaar nuttige ervaring in het onderwijs, worden toegelaten.

Kunnen eveneens worden toegelaten de gediplomeerden van het universitair onderwijs die houder zijn van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, afgeleverd door het Ministerie van Nationale Opvoeding".

Uit die wijziging volgt dat artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 slechts twee leden telt. Het is

.../...

kennelijk de bedoeling van de Regering een gedeelte van het eerste lid en het hele tweede lid op te heffen.

Duidelijkheidshalve wordt voorgesteld een afzonderlijk artikel te redigeren, dat als volgt zou kunnen luiden :

"Artikel (19).-

Artikel 9 van het koninklijk besluit van 7 april 1959 houdende oprichting van de hogere secundaire technische school bij de Technische school van de Luchtmacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 januari 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 9. Het onderwijzend personeel van de hogere secundaire technische school omvat militair personeel en burgerlijk personeel".

Artikel 19 van het ontwerp, dat artikel 20 wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel (20).-

In hetzelfde besluit worden opgeheven :

1° artikel 12, eerste lid;

2° artikel 13, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 mei 1973 en 27 januari 1977".

SLOTOPMERKING.

Het koninklijk besluit van 13 oktober 1966 tot vaststelling van de administratieve en geldelijke toestand van sommige leden van het burgerlijk onderwijzend personeel van het Ministerie van Landsverdediging, die hun dienstplicht in

.../...

vredestijd vervullen, verklaart de artikelen 2 tot 8 van het koninklijk besluit van 8 januari 1965 tot vaststelling van de administratieve en geldelijke toestand der leden van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur die hun dienstplicht vervullen in vredestijd, van toepassing onder meer op het burgerlijk onderwijzend personeel van de hogere secundaire technische school bij de Technische School van de Luchtmacht.

Welnu, het koninklijk besluit van 8 januari 1965 is opgeheven bij het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezich op deze inrichtingen, "wat betreft de in dit besluit bedoelde personeelsleden" (artikel 33).

Het zou verkieslijk zijn uitdrukkelijk te bepalen dat het koninklijk besluit van 8 januari 1965 geen toepassing vindt op de in dit besluit bedoelde personeelsleden. Dit kan geschieden door in het ontwerp de volgende bepaling in te voegen :

"Artikel (21).

In artikel 1 van het koninklijk besluit van 13 oktober 1966 tot vaststelling van de administratieve en geldelijke toestand van somminge leden van het burgerlijk onderwijzend personeel van het Ministerie van Landsverdediging, die hun dienstplicht in vredestijd vervullen, worden de woorden "alsook van

.../...

de Hogere Secundaire Technische School bij de Technische School van de Luchtmacht" geschrapt".

Wordt die wenk opgevolgd, dan zou het koninklijk besluit van 13 oktober 1966 in de aanhef van het onderhavige ontwerp moeten worden aangehaald op de plaats waar het in de chronologische volgorde thuishoort.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.